

Vie de monsieur Mazuri

Histoire notée par Stanislas LUBALA et Rachel SIFA KATEMBERA

Mazuri est natif du village de Bulambika en Territoire de Kalehe. Il est âgé de 37 ans, Monsieur Mazuri avait fui les hostilités de tout genre des groupes armés Mai-Mai Rahiya Mutomboki, FDLR, le banditisme des jeunes garçons à Bunyakiri pour venir s'installer à Bukavu en 2018 ; il y a de cela une année et 3 mois déjà. Vivant en couple avec Mema, ensemble ils ont une fille de 4 ans. Il a raté le diplôme de l'école secondaire section commerciale et exerce actuellement son petit commerce d'huile de palme en provenance de Bunyakiri. Il est protestant et fréquente une des églises du quartier. En venant à Bukavu, il n'est venu qu'avec sa famille restreinte et s'installa dans le quartier Mulambula. Il était accueilli par un ressortissant de Bunyakiri qui, depuis longtemps a construit ses maisons dans ce quartier. Avant de venir s'installer, il était auparavant passé pour rendre visite à un de ses amis dans cette avenue et c'est là qu'il va découvrir son ancien voisin du village ressortissant de Bunyakiri. Et c'est avec ces deux personnes qu'il avait évalué les modalités pratiques de son déplacement avant de se rendre à Bukavu. Mazuri nous a raconté de sa vie :

Moi-même j'avais été à maintes reprises victime des extorsions des rebelles Rahiya Mutomboki qui me ravissaient les récoltes lorsque je revenais du champ ou du marché après avoir vendu certains produits de champs et autres articles. De 2008 à 2017, avant que le groupe Rahiya Mutomboki ait chassé le groupe FDLR, nous nous sommes déplacés, toute la famille élargie, de village en village durant tous ces temps. Je me souviens que nous avons suivi l'itinéraire suivant lorsque nous avons fui les actes de barbarie et avons quitté le village A pour les villages B→C→D→E→F pour arriver au village G vers la route principale où mes parents et d'autres membres de ma famille élargie étaient restés. Après, j'étais retourné dans notre village pendant une année et mes parents m'avaient rejoint pour y rester encore pendant une durée de 6 ans.

Vu les difficultés dans le village natal, j'avais pris la résolution d'aller m'installer au centre commercial [...] pour y exercer l'activité de transport de moto parce que je ne pouvais plus retourner au village pour cultiver et espérer avoir des récoltes fructueuses suite à la présence des Rahiya Mutomboki. C'est alors que j'avais récupéré mon épouse et ma fille pour un déploiement au centre [...] avec l'assurance que la moto me confiée par un ami pour

exploitation m'aiderait à subvenir aux besoins de ma famille et de mes parents restés au village. Avec les recettes journalières de 20\$ à remettre à mon chef propriétaire de la moto, je parvenais à gagner aussi 6 à 8\$ par jour comme gain et intérêt journalier ; et de fois lorsque j'avais des locations pour aller à [...] l'entrée du Parc National de Kahuzi Biega, je réalisais facilement un intérêt de 10 à 15\$ pour moi à part le versement à effectuer auprès du propriétaire de la moto.

J'avais adhéré à l'Association des Professionnels des Motos du Sud-Kivu « APROMOTOSKI » [...] en vue de la protection de mes intérêts et avoir un soutien des autres professionnels des motos en cas de problème de la route. Nous étions au nombre de 45 motards et par semaine chacun cotisait une somme de 5.000FC sous forme d'une caisse d'entraide dans laquelle les membres pouvaient avoir des crédits rotatifs en termes de ristourne hebdomadaire. Ma première rotation, de 75 000 FC, je l'avais donnée à ma femme pour démarrer une activité génératrice de revenu et de commun accord on avait opté pour la vente de carburant et notamment l'essence en détail dans des mesures de 1 litre et 0,5litre sur la route à l'entrée des véhicules et des motos. On s'approvisionnait auprès d'un grossiste, bien connu dans le milieu, qui amène des grands stocks de carburant de Bukavu jusqu'au centre [...]. Ce petit commerce de mon épouse me permettait l'accès facile au carburant pour l'exercice de mon métier de motard et j'avais connecté d'autres motards à pouvoir s'approvisionner auprès de ma femme. Les recettes cumulées de ces deux activités nous aidaient à répondre aux besoins de notre survie et de fois à ceux de mes parents restés au village.

Mon métier de motard avait prospéré et je me sentais très à l'aise et commençais à transporter des habitants dans des villages éloignés du centre commercial comme à [...,,]. Malheureusement quand nous retournions nous tombions plusieurs fois dans des pièges tendus par le groupe Rahiya Mutomboki et qui nous ravissaient de nos recettes. Ce phénomène m'avait démotivé à rester à [...] et même mon épouse perdait la joie d'y rester avec ces incidents. Aussi de son côté, elle connaissait des bavures avec tantôt les motos ou les véhicules des militaires qui prenaient le carburant à crédit sans paiement et pour recouvrer ces dettes, la tâche devenait difficile comme ils payaient à compte-goutte jusqu'à déstabiliser le capital initial.

Et c'est ainsi que j'avais pris une résolution avec ma femme de quitter [...] et aller essayer la vie ailleurs et notamment à Bukavu. C'est ainsi que nous sommes venus nous installer dans ce quartier après un transit de 45 jours dans la famille de l'oncle à mon épouse au village

Mbobero séparant le Territoire de Kabare et la Commune de Bagira. Sur influence de l'oncle à Madame et comme on s'était confié à lui sur les ressources financières qu'on avait avec nous, l'idée d'aller au quartier X de Bukavu va nous habiter à la recherche d'une maison en location étant donné qu'on voudrait bien rester en connexion avec les gens de chez nous et exercer un petit commerce pour la survie, Mbobero étant très loin du centre-ville et des points d'écoulements des produits en provenance de chez nous.

Après une semaine d'investigation, on avait trouvé une maison au Quartier X, avenue [...], au prix de 15\$ par mois et on paya 45\$ pour trois mois. A notre arrivée, le chef de quartier nous avait exigé l'identification et l'enregistrement moyennant une somme de 5\$ et nous avait expliqué en bref la vie de l'avenue et les précautions sécuritaires à prendre sur les heures d'arrivée.

Nous vivons en bon terme avec notre bailleur et nos voisins. Nos voisins directs étaient venus de [...autre Territoire], deux autres de [... autre Territoire] et mon bailleur se dit autochtone. Je suppose parmi les descendants des premiers occupants de la ville depuis l'arrivée des Colons. Nous sommes locataires et nous payons régulièrement notre loyer après un trimestre grâce aux recettes réalisées avec le taxi moto et ma part sociale que j'avais retirée de notre mutuelle d'APROMOTOSKI; enfin les intérêts réalisés par mon épouse de la vente de carburant.

Pour le moment, je fais le commerce de l'huile de palme au marché central de Bukavu et je suis fourni par les personnes que je conduisais à moto et qui vont également s'approvisionner aux endroits de raffinerie dans les villages que nous connaissons bien. Mais je me rends compte que la vie est coûteuse ici et je manque encore à qui je peux demander du travail. Le marché de l'huile de palme dans la ville de Bukavu est devenu encombré contrairement à ce qu'on me disait avant. La qualité en provenance de [...] n'a pas de monopole comme on me le disait. Il y a des qualités en provenance des [autres Territoires] qui abondent le marché et de fois en provenance de Walikale à partir de la ville de Goma. Les recettes sont de fois maigres [...]. Heureusement, jusque-là, je suis encore en mesure de payer le loyer mais le transport de chaque matin et chaque soir pour être à Kadutu au grand marché pour l'activité marchande avec mon épouse pèse beaucoup sur nos épargnes et recettes. Le repas journalier et il n'y a rien de gratuit ; on doit tout acheter et même l'eau à boire et les légumes qu'on cueillait chez-nous.

À [...] il y a plusieurs acteurs de développement qui accompagnent la population à créer des associations de développement (pour les jeunes ex-combattants, pour les femmes, les filles mères, les motards...) il y a aussi des organisations internationales d'aide qui interviennent dans le milieu. Seulement les chefs de village sont doués dans le système d'exclusion des bénéficiaires sur les listes préparées au préalable alors que déjà enregistrées et les remplacer par leurs amis et/ou leurs membres des familles. Et les ONG ne veillent pas à cela. Moi et ma famille, n'avons reçu l'aide qu'une seule fois il y a de cela 3 ans avec la Caritas Diocésaine. On avait reçu les marmites, gobelets, farine de maïs, petit pois, huile végétale. Au lieu que les organisations de la société civile s'intéressent à ces magouilles des chefs locaux, ils se font aussi des complices de ces chefs locaux au lieu d'être au contrôle de toute situation et jouer le rôle de contre poids.

Depuis que nous sommes arrivés à Bukavu, nous n'avons jamais reçu de l'aide de la part ni de l'Etat, ni d'une organisation... on n'est même pas membre d'une seule association jusque-là car n'ayant pas assez d'argent pour cotiser. Disons que j'ai déjà reçu l'appui d'un député provincial pour qui je faisais la campagne électorale dans mon village en décembre passé. Il m'avait donné un billet de 100\$ par grande surprise de ma part. Ce montant avait été aussi injecté dans notre capital de commerce de l'huile de palme au marché de Kadutu. De ce fait, Je me suis déjà fait quelques amis au quartier, je compte leur proposer de créer une mutuelle de solidarité du quartier où l'on cotiserait 1000 FC par semaine. J'espère qu'avec cela, je pourrais revivre l'expérience avec l'association des motards qui m'avait aidé à avoir des moyens financiers pour m'installer à Bukavu. Apparemment, les gens ne sont pas assez habitués à des telles initiatives de solidarité dans les quartiers, alors que j'ai constaté que dans le marché de Kadutu les gens se regroupent pour des telles initiatives, selon les rayons d'étalages ou des affinités du même quartier, même origine, attachés au même produit.

Mon retour à [...] est souvent compliqué du fait que la route d'accès se détériore de plus en plus et aussi puisque chaque jour on doit faire le marché pour mériter ce que les gens de Bukavu appellent « taux du jour ». C'est plutôt mon petit frère resté dans ma maison à [...], qui passe pour nous donner l'état de lieu de notre milieu. Il semble qu'avec le programme de 100 jours du chef de l'Etat Félix Tshisekedi, la route en terre allant du rond-point Miti à l'entrée du Parc National de Kahuzi Biega jusqu'à Bulambika a été réparée. Je vais essayer d'y aller avant les fêtes de fin d'année pour me rendre compte de cette réalité car de Bukavu

à [...], on faisait facilement deux jours et même plus à cause des embourbements. En ces jours on fait un aller-retour sans difficultés.

Des soins de santé sont très chers comparativement à [...] et il faut payer avant chaque soin. Je vivais avec ma femme dans ma maison à [...] et présentement mon petit frère qui étudie sur place reste dans la maison sans aucune convention de paiement, seulement bien entretenir la maison sans y faire des casses. Il assure aussi le contrôle de nos champs au village et qui sont cultivés par nos proches. Quelques fois, lorsqu'il y a des gens qui passent au village et qui nous connaissent, il leur donne un petit sac de 20 à 25 kgs de haricot ou de cossettes de manioc pour nous. Cela n'a pas de rythme régulier ! La dernière fois que j'y étais en août de cette année, j'ai rencontré que tout était bien protégé. Nous n'avons pas des membres de famille dans le quartier, seulement tous les Batembo pour moi sont familiers même si l'on s'est rencontré la première fois ici à Bukavu. A Katatwa, au Nord-Kivu vit mon oncle paternel, et ma belle-famille vit dans le camp des réfugiés à Kampala. Tous veulent aller en Amérique où mon beau-frère est déjà installé depuis trois ans. Nous aussi nous entendons notre tour, après qu'ils soient partis, il est possible que nous puissions aussi rejoindre le camp des réfugiés à Kampala.⁴⁰

Pour les activités sociales, nous sommes encore réticents pour participer aux événements comme les deuils, les naissances, les mariages... à part les travaux communautaires hebdomadaires, communément appelés « Salongo », auxquels nous participons régulièrement.

⁴⁰ Effectivement, le camp est loin de Kampala à plus ou moins 200km du camp installé à Mbarara mais les gens qui y vont disent qu'ils vont à Kampala. C'est ça le langage habituel.

Vie de madame Albertine

Histoire notée par Stanislas LUBALA et Rachel SIFA KATEMBERA

L'an 2014 le 8^{ième} jour du mois de mars, alors qu'on célébrait la journée internationale de la femme, en Chefferie de Kalonge, les rebelles Mai-mai se sont affrontés aux éléments FDLR. Plus de 54 personnes avaient trouvé la mort dont plusieurs familiers de Madame Albertine, âgé de 52 ans et mariée à Monsieur Alphonse, qui avait quitté son village pour Bukavu précisément à Bagira de suite de ces événements. Elle a treize enfants, de confession protestante, elle côtoie une église protestante locale et exerce ses activités de transporteuse de sable à Kalengera, il y a de cela 4 ans. Elle est analphabète, et à Kalonge elle faisait le petit commerce d'arachides, des haricots et des cosettes de manioc.

Dans son récit, Albertine a déclaré ce qui suit :

Il y a déjà 5 ans que j'ai quitté mon village, que j'aimais beaucoup, pour venir m'installer à Bagira chez un familier qui nous avait accueilli dans sa maison gratuitement pendant 3 mois à côté de sa résidence habituelle. Les rebelles Mai-mai avaient chassé les FDLRs de Kalonge, ce qui coûta la vie à plusieurs personnes au point d'effacer tout le village. Nous étions sauvés de justesse et étions contraints de quitter le village immédiatement. Pendant ce temps, il y avait à Kalonge des affrontements et des sabotages entre les alliés de deux frères se disputant le pouvoir et la direction de la Chefferie.

Mon mari et mes enfants, une grande amie à moi, ma voisine et sa famille avions tous décidé de partir pour Bukavu et précisément à Bagira où nous avions déjà un familier qui devrait nous accueillir et assurer notre intégration dans le milieu.

Dans notre parcours, nous avons passé la nuit à Fendula chez le Mwami Nakalonge et le lendemain nous avons continué notre route, jusqu'à Bukavu, à bord d'un gros camion rencontré vers l'entrée du Parc National de Kahuzi-Biega, après deux autres nuits passées dans un autre village de suite des fortes pluies, au prix de 20000FC par personne.

Après trois mois de vie ensemble, mon mari avait décidé de prendre une maison en location dans laquelle nous payons 5\$ et cela grâce à notre bailleur chrétien de l'église 5^{ième} CELPA Pénuel de Bagira. Celui-ci nous rassura que sa contribution à soulager nos difficultés consistait à réduire le coût du loyer jusqu'à ce prix afin que nous ayons aussi un peu de stabilité et d'urgence dans notre nouveau milieu de vie.

A notre arrivée, immédiatement nos enfants furent inscrits dans une école privée du quartier ; la directrice de cette école a tout de suite retracé nos liens grâce à notre familier qui vivait dans le quartier. Elle ne chassait pas nos enfants pour un retard de paiement des frais scolaires ; elle savait déjà que nous menions une vie très difficile, avec tout ce que nous avons connu comme difficulté dans nos déplacements abandonnant tout ce qu'on pouvait avoir comme biens ménagers et ressources naturelles de production (champs, étangs, boisement, etc.).

A notre arrivée, nous étions partis voir le chef d'avenue pour notre enregistrement moyennant 5000FC et depuis ce jour, celui-ci n'arrête de nous assister en cas des problèmes liés à notre intégration. Et si le samedi mon mari ne se présente pas au « Salongo » il envoie tout le temps des messagers pour lui rappeler son devoir de participation quant à ce.

Personnellement j'avais apprécié les comportements et les attitudes des personnes ayant vécu longtemps à Bukavu, comme pour ma famille c'était la première fois de vivre à Bukavu. La vie

n'est pas facile dans la ville ; il faut avoir de l'argent pour accéder aux services et aux objets et mon mari ne travaille nulle part.

Les membres de l'église nous ont aidé avec les habits et quelques kilogrammes des vivres à quelques jours de notre arrivée. Nous n'avons jamais reçu une assistance humanitaire d'une quelconque organisation d'aide ni de la part du gouvernement congolais.

Les voisins nous assistent en nourriture lorsque nous n'avons pas à manger et pourtant pour d'autres services comme le puisage gratuit de l'eau au robinet, ils nous prennent comme leurs frères de famille.

La sécurité est bonne comparativement à Kalonge, sauf quelques cas des vols nocturnes perpétrés par les enfants dits de la rue auprès des paisibles citoyens. La police essaie d'assurer le contrôle mais n'a pas encore réussi à les appréhender.

Les formations sanitaires sont nombreuses dans le quartier et dans les avenues ; les coûts y sont accessibles à presque tout le monde. Mais lorsque le problème est sérieux nécessitant un transfert vers un grand hôpital de la ville, les familles ont tendance de ramener leurs malades à la maison au lieu d'y aller par crainte de ne pas honorer les factures pour les soins dans ces hôpitaux, réputés à coûts exorbitants. En conséquence, plusieurs cas de décès sont signalés dans plusieurs ménages, alors que d'autres font recours à l'automédication à domicile.

En 2013, j'avais bénéficié de l'aide une seule fois de la part de la Caritas diocésaine à Kalonge nous dotant tous chacun de la farine de maïs, 2 bidons d'huile végétale et des haricots. Les membres des organisations paysannes recevaient plus que les autres à cause de leurs interventions comme agents de distribution dans les sites d'intervention. Comme je ne sais ni lire ni écrire et que le montant exigé pour adhérer aux organisations paysannes était exorbitant, alors que j'avais connu à trois reprises le pillage des marchandises le jour du marché par les FDLRs et les Mai-mai respectivement, Je n'étais pas membre d'une association dans mon village.

Comme j'avais mon oncle à Kabare où je ne pouvais pas aller à la suite de la famine, alors que ma belle-famille résidait dans la Chefferie de Ngweshe ; comme mon mari n'avait pas le courage de demander le travail sous prétexte qu'il ne sait que cultiver, j'avais pris la décision de commencer avec le travail de la manutention. Un voisin m'avait alors intéressé à rejoindre l'équipe des femmes transporteuses à Kalengera au bord du lac Kivu où l'on décharge des cubes des sables en provenance d'Idjwi. Pour mon intégration j'avais payé 8.250 Francs Congolais soit une valeur de cinq dollars américains (5\$US). Pour me rendre efficace, j'avais tout fait pour intégrer aussi mes deux filles de 10 ans et de 14 ans dans l'équipe et ainsi j'espérais avoir plus de recettes que les autres, parce que j'ai à charge une famille nombreuse. Mes filles ne vont pas à l'école par manque des frais des primes qui sont très énormes à Bukavu par rapport à mon village d'origine. L'année prochaine, nous espérons qu'elles vont regagner le chemin de l'école mais comme le Président de la République a décrété la gratuité de l'enseignement primaire. Pour les garçons qui sont à l'école secondaire et qui constituent notre espoir, on se bat pour la continuité de leurs études en attendant mieux.

Être transporteuse de sable n'est pas si facile ! Nous avons deux axes de travail : premièrement, nous achetons 4 à 5 mètres cubes de notre association et pour des clients vivant sur des collines où les véhicules ne peuvent pas arriver comme à Karhale, à la Clinique Muhanzi, à Pageco, à Bugabo, etc. Lorsqu'ils passent, nous nous entendons avec eux sur le prix du mètre cube de sable et son transport jusqu'à la maison, en fonction de la convention selon laquelle deux futs remplis constituent un mètre cube et 6 futs constituent 3 mètres cubes, la valeur d'une camionnette de sable que nous facturons à 15\$ par mètre cube avec les frais

de transport de 8\$ par mètre cube. Nous faisons le dispatching par équipe de 10 personnes pour satisfaire un client et nous faisons le partage des recettes obtenues.

Deuxièmement, un acheteur de sable se présente et nous trouvons un compromis avec lui pour aller décharger le sable de la route jusqu'à sa maison, le prix est fonction de la distance entre la route et sa maison. Généralement c'est 5\$ par mètre cube et pour un camion de 6 mètres cubes, les clients paient 30\$ pour évacuer le sable du camion à la maison.

Journalièrement, il m'arrive de réaliser 15 à 20\$ mais avec une fatigue jamais connue dans ma vie pendant que nous répartissions les recettes avec mon mari. En saison de pluie comme en ces jours, les gens qui construisent sont peu nombreux à Bukavu et de notre côté les recettes sont maigres. En des moments de crise comme la saison pluvieuse, nous prenons des accords avec les hommes, qui à leur tour chargent les camions avec des bêches et nous invitent à transporter ce sable de la route jusqu'au lieu d'entreposage à la maison avec la complicité évidemment de la vendeuse, comme les grossistes qui vendent le sable sont généralement des femmes.

Lorsque le sable n'a pas de bon marché, au lieu de passer en chômage, nous sillonnons les quartiers de la ville où l'on terrasse les parcelles pour transporter la terre du terrain jusqu'au lieu d'entreposage choisi par le propriétaire de la parcelle. Le prix varie aussi selon l'espace à déblayer ou alors on se convient au prix unitaire d'un sac à 200-300FC avec un pointeur permanent du propriétaire. Et de fois, nous allons également vendre la même terre aux gens qui la sollicite pour solidifier leurs parcelles et là, ils nous arrivent de gagner doublement, ce qui nous arrange très souvent. Mais aussi, il m'arrive de faire le transport des cossettes de manioc du Beach jusqu'aux moulins autour de l'hôpital général et là, je maximise mes recettes. Je suis déjà connue dans ce secteur de transport des cossettes de manioc et des bidons d'huile de palme grâce aux coups de téléphone que ma fille reçoit auprès des fournisseurs et à son tour, elle m'intègre pour une exécution commune. Ce travail exige une certaine permanence et un esprit d'honnêteté doublé des stratégies de communication empathique avec les gens, ne pas être arrogante avec les fournisseurs et les revendeurs des produits divers qui passent par le Beach de Kalengera.

En face de la Société Pharmakina, il y a un point d'arrivée des produits en provenance de Bunyakiri, de Kalonge et de Nindja tels que l'huile de palme, les colocases, les ignames, les bananes plantains, le miel, le gingembre, etc. Et je m'y pointe autour de 6h00 pour les décharger du camion et à la rigueur les amener au dépôt d'écoulement vers la brasserie ou au marché de Burhiba et là, je fais les premières recettes de ma journée.

Le travail en association des transporteuses de sable me permet de payer le loyer, avoir à manger chaque jour, payer les frais scolaires pour les 4 enfants qui étudient, payer les soins de santé primaires en cas de maladie et aussi épargner un peu pour réunir un jour 600\$. Parce qu'au moins avec cet argent, je pourrais acheter une parcelle dans les collines surplombant le quartier vers Kasha où il y a des nouveaux lotissements envahis par plusieurs déplacés en provenance des divers Territoires de la province. J'ai déjà visité ce coin avec mon mari, et je l'avais trouvé très intéressant ; seulement je n'ai pas encore réuni le montant exigé pour y acheter la parcelle. Je compte persévérer dans ce travail aussi longtemps que j'ai la force physique et le soutien de mes collègues de service, de ma famille et surtout de mes deux filles. A voir comment certains aspects de ma vie familiale sont en pleine amélioration, certains originaires de Kalonge qui se moquaient de moi cherchent aujourd'hui à intégrer mon groupe, mais avec la rareté des services à réaliser avec la saison de pluie, c'est devenu difficile.

Je retourne quelques fois dans mon village 2 fois par an ; c'est souvent mon mari qui est permanent pour visiter nos champs laissés sous la gestion de ses petits-frères et autres membres de sa famille qui s'étaient emparés des dernières récoltes laissées dans les champs à Kalonge. En même temps, les FDLR et les Mai-Mai avaient aussi récolté le maïs et le manioc dans nos champs. Actuellement, la production est devenue très faible avec les effets de la guerre ; la main d'œuvre n'y est plus permanente car plusieurs acteurs de développement ont abandonné le secteur agricole, alors que plusieurs jeunes sont dans les groupes armés ou ont fui vers Bukavu.

L'insécurité aussi démotive les intervenants en agriculture parce qu'à la récolte, les rebelles ravissent la production sans que les gens aient un secours des autorités ni des organisations de la société civile pour dénoncer ce fléau. Ma maison n'existe plus ; elle a été brûlée par les rebelles. Bref la vie en RDC devient plus compliquée avec le chômage ; ceux qui ont étudié souffrent, à fortiori nous qui n'avons aucun niveau d'études et sommes encore nouveaux dans les quartiers et dans la ville. Je me contente de mon travail de transporteuse !

Vie de monsieur Polepole

Histoire notée par Innocent ASSUMANI

Polepole, un homme de 53 ans, est né en Groupement Baliga, Territoire de Shabunda. Il a étudié jusqu'en 3^{ème} année post-primaire. Actuellement il vit en déplacement dans un des quartiers périphériques de la ville de Bukavu. Mr *Polepole* s'est séparé de sa femme dans son Groupement d'origine bien avant lors de son déplacement à cause d'un désaccord sur leur destination lorsqu'ils fuyaient l'insécurité. Il s'est alors déplacé avec deux enfants, tandis que six autres sont restés éparpillés dans les masses humaines en fuite, puis récupérés localement par des membres des familles. Mr *Polepole* a un an et demi depuis qu'il s'est déplacé. Il se serait ennuyé des attaques récurrentes des miliciens Rahiya Mutomboki qui cherchaient leurs provisions auprès des paysans. Ces combattants ont réussi à violer et brûler sa maison d'habitation. À son arrivée à Bukavu, il fut accueilli par son grand-frère qui y résidait depuis plusieurs années avant. Mr *Polepole* fait savoir que son grand-frère l'utilisait sans salaire dans un publiphone pour vendre des crédits téléphoniques. Selon lui, il travaillait en compensation avec le sous-logement et la restauration dont il bénéficiait chez son grand-frère.

Après une année passée ensemble, son grand frère s'adressa à lui en ces termes : « Petit-frère, la vie d'ensemble pèse lourd. Tu seras parmi nous comme un autre enfant, dépendant de nous totalement. Cela ne pourra jamais t'honorer devant mes enfants. Je t'offre une somme d'argent pour payer une maison de location pendant 6 premiers mois, en attendant que tu te sois bien installé chez-toi. Ne crains rien, nous serons toujours en contact ».

Ayant pris une maison de location, Mr *Polepole* prit également un espace au bord de la route où il érigea son petit restaurant. Il craint le poids de location endossée, au regard de la précarité de son revenu. *Polepole* n'a pas de travailleur, il se fait aider par sa nouvelle fiancée. *Polepole* déplore la solitude professionnelle dans laquelle il exerce son travail. Selon lui, lorsqu'il voulait se renseigner auprès des autres petits entrepreneurs voisins, ces derniers lui décourageaient, avec méfiance, de créer un restaurant à côté d'eux. Il a constaté qu'il n'y a pas esprit d'entraide chez ses voisins. Il pense que cela est dû au fait qu'ils le prennent pour un étranger perturbateur de l'ordre existant. Il envisage de virer dans le travail de transporteur des bagages (manutentionnaire), si une fois son entreprise devenait improductive ; mais déplore qu'il n'ait plus assez de force pour ce travail.

Mr *Polepole* affirme entretenir des contacts téléphoniques avec son petit frère qui exploite ses ressources dans son village. Selon lui, il pourrait se servir de son champ et des étangs piscicoles

laissés au village pour renforcer son activité à Bukavu, mais n'y croit plus, environ deux ans plus tard. Il se souvient que la première personne à le combattre est son petit-frère qui est resté au village et qui croit que les biens lui revenaient déjà. Pourtant ce sont des ressources que Mr *Polepole* avait acquises par achat et non par héritage. Son petit-frère aurait agressé la personne intermédiaire à qui Mr *Polepole* avait confié la mission d'aller vendre ses biens en collaboration avec son petit-frère.

Mr *Polepole* ne s'étonne pas du comportement de son petit-frère, qui ne fait que rencontrer une pratique locale appelée « Ntiko ». Ce terme Lega (dialecte du milieu), signifie que les biens d'un déplacé reviennent d'office à ceux qui sont restés dans le milieu. Cependant, le retour au village de *Polepole* serait gênant et pourrait lui créer plus d'ennemis que d'amis, allusion faite à une possible revendication de ses biens laissés. Il se contente des contacts avec d'autres membres des familles et voisins du village qui viennent en ville pour les activités de petits commerces. Ce sont eux qui lui racontent les informations du village. Il a même réussi à recouvrer une partie de sa dette laissée au village par téléphone (M-pesa du réseau Vodacom). Mr *Polepole* souhaitait se lancer aussi dans un petit commerce entre Bukavu et Shabunda, s'il en avait des moyens à partir de son restaurant. Il pense qu'il finira par prendre le risque de retourner au village, s'il lui arrivait de manquer d'occupation à Bukavu. Connaissant que son retour provoquerait du remous en famille, *Polepole* préfère augmenter le nombre de ses connections en ville, en vue d'accroître ses chances de s'y enraciner définitivement.

Polepole va adhérer à un groupe d'octroi des microcrédits à rembourser avec un intérêt de 3%. Selon lui, il avait découvert ce groupe à travers son grand-frère. Le groupe est constitué par des gens originaires d'autres Territoires que le sien. Grâce à ce groupe, *Polepole* aurait contracté un crédit de 50 \$ us de la Banque FINCA, dont il s'est servi pour accroître le fonds de roulement de son restaurant. Il est également membre d'un groupe d'entraide de 15 personnes. Ils cotisent 200 FC (équivalents à 0,12 \$ US) par jour et par personne. Cet argent est redistribué aux membres, en raison d'une personne par semaine. Mr *Polepole* aurait été mécontent du fait que le responsable du groupe ne voulait pas le programmer pour recevoir son compte. Il s'est exprimé en ces termes : « Je pense que le responsable de notre groupe ne m'a pas servi à mon tour, puisque je ne suis pas de la ville ». Mais par la suite, *Polepole* fut servi 15 000 FC (équivalent à 9 \$ US) par semaine, comme les autres. Mr *Polepole* aime ce deuxième groupe, mais craint la récurrence de ce qu'il a qualifié de discrimination par le chef de groupe.

Vie de madame Bintu

Histoire notée par Innocent ASSUMANI

Bintu est une femme âgée de 45 ans, mariée à un homme en vie avec qui elle a 11 enfants. Son fils aîné de 25 ans est marié, alors que le cadet a 4 ans. Dans ce foyer, 9 enfants célibataires dépendent encore de leurs parents.

Bintu a suivi ses études primaires jusqu'en 3^{ème} année primaire ; elle écrit difficilement le swahili qu'elle parle pourtant couramment. Elle est née, grandie et mariée en Chefferie de Ngweshe, en Territoire de Walungu. Ses parents sont parmi les anciens grands fermiers du milieu, et comptaient des dizaines de vaches laitières. « *Je ne manquais presque de rien, c'est pourquoi mes parents n'ont pas ressenti la nécessité de me faire étudier dans une bonne école, loin d'eux, pour aller y souffrir de faim* » !

Dans son récit, Bintu a raconté ce qui suit :

J'ai quitté mon village lors de la guerre de 1998, provoquée par des militaires rwandais (Hutus et Tutsis) sur le sol congolais. Lors de leurs passages, certains parmi eux pillaient les biens des paysans, kidnappaient des gens, violaient et tuaient. À part ceux-là, un groupe armé local dit « Mudundu 40 » d'autodéfense communautaire va se constituer autour d'un fils de ce Territoire (Walungu). Cette milice rançonnait les paysans locaux au nom de la contribution de la population à l'effort de guerre. Je fus traumatisée moralement par ces événements, car des familiers en ont été tués comme des animaux.

Je me suis échappé vers Bukavu avec les membres de mon ménage (mon mari et mes 7 enfants que j'avais encore à l'époque). Nous avons marché à pieds de Walungu à Bukavu pendant une journée entière en empruntant des raccourcis. Nous étions aussi avec deux autres enfants de mon frère aîné ainsi qu'une famille voisine du village. Ne connaissant pas une famille à Bukavu pour nous accueillir, nous sommes allés loger chez le grand-frère de notre compagne (voisine de notre village).

Nous y avons enduré des mépris : des coups sur mes enfants de la dame hôte en ma présence pour rechercher ma réaction afin que décidions de quitter nous-mêmes. Pourtant notre présence aidait en quelque sorte la famille hôte : réaliser des travaux ménagers, participer à l'achat de la nourriture. Malgré notre retenu et docilité, un mois plus tard, le propriétaire de la maison nous demanda poliment d'aller nous débrouiller ailleurs, de dégager.

Pendant que nous nous demandions où aller, je vais identifier une dame de mon village qui résidait aussi à Bukavu dans la même avenue. Celle-ci eut pitié de notre sort et nous confia unemaisonnette dont elle était propriétaire, au bord du rond-point Nyawera en commune d'Ibanda. Voilà qu'un homme de bonne volonté, un voisin rencontré dans le milieu et à qui je m'adressais souvent, prit en charge la scolarité de mon fils aîné pendant 5 ans.

Puisque je priais pour les gens, les personnes délivrées des démons revenaient m'offrir de petites sommes d'argent et nourritures, qui nous aidaient à survivre.

Onze ans plus tard, la dame est revenue nous demander de quitter sa maison. Pendant tout ce temps- là, mon ménage vivait du petit revenu que j'apportais des travaux ménagers par-ci et par-là dans des familles du quartier Panzi.

Grâce à ma mobilité quotidienne, en quête de travail, je vais rencontrer un homme qui vendait sa parcelle sur la pente surplombant une des avenues d'Ibanda : une parcelle pierreuse vide. Il était un fonctionnaire de l'Etat. Il la revendait à vil prix en coulisse ; car l'instruction du Maire de la Ville (Bukavu) interdisait toute construction sur ce site où des accidents d'éboulements de terre mortels sont rapportés chaque saison pluvieuse.

Ce vendeur avait le contrat de location du service public de cadastre sur ce site, et résidait à 200 mètres de ladite parcelle. Je n'avais pas de cash pour payer la parcelle, mais j'ai pris le courage de négocier de la prendre à crédit en vue de payer progressivement en petites tranches. Le coût global s'élevait à mille cinq cents dollars américains (1500\$US), à payer dans deux semaines, sans savoir où tirer l'argent.

Mon mari me prenait pour une folle, me décourageait. Il craignait des arrangements avec un fonctionnaire de l'Etat qu'il soupçonnait d'être espion des services attitrés de l'État, mais aussi il évitait de contracter une dette dépassant notre capacité de payer au regard de notre état de vulnérabilité. Il déclina sa responsabilité devant le vendeur. La négociation va nous amener à trouver un compromis.

Je me suis mise au travail dur : creuser des pierres dans la même parcelle, les broyer, en produire des graviers, que je vendais à 20 dollars américains par m³ aux constructeurs. Au bout de deux semaines, j'avais réalisé 150 dollars (environ 7 m³, avec l'aide de mes enfants dont l'âge variait entre 12 et 22 ans). Au fur et à mesure que je payais des acomptes, le propriétaire de la parcelle m'accordait des délais supplémentaires pour le reste. En fin, j'ai épuré la dette endéans 2 années.

À partir de l'expérience du paiement de la première dette, je suis allé m'endetter encore, cette fois-ci des tôles usagées, des planches et clous, auprès des gens de mon avenue. Grâce à mon revenu des graviers et pierres, j'ai construit deux maisons à la fois, l'une d'habitation, et l'autre pour mon restaurant, bien que de petite dimension et inachevées ; mais je les occupe quand-même.

Mon mari m'aidait parfois pour éviter les critiques des curieux qui me voyaient réaliser des travaux réservés aux hommes en sa présence ; ma coutume interdit à une femme de grimper sur un arbre ou sur une pente trop élevée, sur les toits, ou construire une maison ; je m'en passais, au vu des difficultés.

Pendant les durs moments, j'ai tenté d'entretenir des contacts avec mon milieu d'origine à travers des familiers, pour faire le suivi du champ dans mon village, sans rien gagner.

Mon mari, aîné de sa famille, avait hérité un grand champ familial de mon beau-père décédé il y a 12 ans ; la tradition confère le droit de gestion de tout héritage au fils aîné. Mes cinq belles-sœurs qui ne se sont pas déplacées le cultivent : elles n'ont que ça pour vivre. Elles se partagent l'unique champ sous contrôle du beau-frère (petit-frère à mon époux) qui y vit aussi.

Je ne souhaiterais d'ailleurs pas que mes enfants y retournent pour se disputer la gestion de l'unique ressource qui produit d'ailleurs une faible quantité de patates douces. Nous (mon mari et moi) en faisons le suivi pour que le seul champ ne soit pas vendu par ceux qui

l'exploitent, car ce champ nous aiderait tous au cas où nous serions de retour au village. Nous communiquons avec eux par téléphone une à deux fois par semaine et parfois nous y allons une fois par trimestre, surtout lorsqu'il y a une circonstance malheureuse ou heureuse. Nous y avons construit une maison en matériaux durables occupée par le beau-frère.

Je ne compte pas encore y retourner définitivement, car je doute des conditions sécuritaires. À en croire les membres de ma famille, certains bandits locaux, armés s'en prennent pendant la nuit à des paysans. Pour ce faire, nous préférons encore de rester à Bukavu.

Dans mes projets, je compte réaliser le raccordement de l'eau à domicile à trois cents dollars américains (300 \$ US), que je vendrais à ceux qui viendront puiser. Je serai célèbre dans le milieu comme tant d'autres résidents. Les recettes augmenteront mon revenu et je réaliserai des investissements sur place.

Mes contacts m'ont permis de nouer des liens avec une femme rwandaise qui vient souvent vendre son lait frais à Bukavu, et moi j'en prends à crédit quelques fois pour mon petit restaurant. Je souhaite consolider ce lien en vue d'avoir du bon lait en permanence pour mes clients. Et si je trouvais un pourvoyeur fort pour accroître mon fond de roulement, je ne me ferai aucun souci.

Il est arrivé que mes dettes s'accumulent, et les gens qui me réclamaient leur argent me malmènent. Ce désagrément avait poussé mon mari, sans occupation en ville, à se rendre dans un carré minier de Namoya, en Province voisine du Maniema, à plus de 500 km de Bukavu (à pieds, il y a 3 ans), avec un familier qui était, lui aussi sans emploi. Ils pensaient aller mobiliser des ressources pour résoudre des problèmes vitaux que chacun avait dans son ménage. Le peu que mon mari avait ramené me permit quand même de payer toutes les dettes, y compris celles des études de mes enfants, et d'acheter un peu de vivres. Il en est revenu, trois mois plus tard, épuisé par des travaux physiques et le long voyage à pieds.

S'il arrivait que la situation se complique encore, il pourra retourner chercher des ressources en Territoires ruraux où il y a certes des potentiels multiples mais en contexte d'insécurité extrême.